

## MONICA MALIK

### Économiste en chef à la Abu Dhabi Commercial Bank

Merci beaucoup. Si vous le permettez, mon intervention portera sur l'économie du CCG, qui est mon domaine d'expertise et mon principal centre d'intérêt. Bien sûr, comparé à la région, je pense que l'environnement économique du CCG est bien plus favorable. D'un point de vue économique, nous ne sommes pas directement touchés par les événements régionaux dévastateurs en cours, nous sommes donc relativement épargnés. Cela fait maintenant 30 ans que je suis de près les économies du Golfe et il va sans dire que des défis importants se posent, notamment la transition énergétique, la création d'emplois pour les jeunes, etc. Mais ce qui me rend aujourd'hui particulièrement optimiste à propos de cette région, en fait depuis l'effondrement des prix du pétrole en 2015, c'est l'orientation politique, la volonté d'aller de l'avant avec les réformes et de prendre des décisions difficiles qui étaient auparavant perçues comme pratiquement impossibles à mettre en œuvre. Nous connaissons tous le contrat social en vertu duquel les recettes pétrolières sont dévolues au gouvernement qui les distribue ensuite dans l'ensemble de l'économie par le biais de la dépense publique. Cependant, lorsque le prix du pétrole s'est effondré, des mesures telles que la TVA et les droits d'accise ont commencé à être introduites. Cela reste relativement modeste, mais les gouvernements ont de plus en plus conscience qu'ils ne peuvent plus se contenter d'être des pays exportateurs de pétrole, et qu'ils doivent progressivement se diversifier et s'orienter vers de nouveaux modèles économiques. Si on regarde le prix d'équilibre budgétaire du pétrole en 2014, considéré comme un indicateur clé de la solidité de la situation budgétaire, dans la plupart des pays du CCG, il était supérieur à 80 dollars le baril, et pour l'Arabie saoudite, Bahreïn et Oman il dépassait les 100 dollars le baril. Grâce à ces réformes et à l'accent mis sur la maîtrise des dépenses, nombre de ces prix d'équilibre ont baissé. Selon les prévisions pour les Émirats arabes unis et le Qatar, le prix d'équilibre budgétaire devrait être inférieur à 60 dollars le baril. Bien sûr, le Qatar se trouve dans une position très différente et plus favorable avec ses réserves de gaz et les revenus qu'il en tirera à l'avenir.

Autre élément important, le rôle de l'Arabie saoudite qui a réveillé la région. Depuis que l'Arabie saoudite s'est engagée dans un plan de diversification avec Vision 2030, cela a fait évoluer le discours des autres économies du Golfe qui ont déployé à leur tour des stratégies de réforme axées sur la diversification.

Je pense que le troisième élément qui a eu un effet sismique sur les décideurs politiques, en particulier pour les petites économies tournées vers l'extérieur, a été la pandémie de Covid. On a alors vu des économies se fermer, des secteurs clés tels que le tourisme, etc. complètement à l'arrêt. Et puis nous avons l'opinion suivante : pour des économies comme les Émirats arabes unis qui comptent 10 millions d'habitants, dont une grande partie d'expatriés, il faut être tourné vers l'extérieur, mais il faut aussi accroître le périmètre d'attractivité. On a ainsi constaté aux Émirats arabes unis que les CEPA (accords de

partenariat économique global) se multiplient, de sorte que le périmètre d'attractivité des hubs commerciaux et de services, et des hubs financiers, s'est déplacé du Golfe à l'ensemble de la région, au sous-continent indien et à l'Afrique, et qu'il s'étend désormais de plus en plus au reste du monde, devenant un véritable hub de transbordement, de la Chine aux Amériques. Je pense qu'il s'agit là d'un élément clé de la diversification. Bien sûr, une petite économie est plus facile à gérer qu'un pays comme l'Arabie saoudite, la population a encore besoin d'un afflux important d'expatriés, et cela signifie que grâce à vos zones économiques, vous pouvez également être compétitif.

Pour l'Arabie saoudite, en revanche, le principal défi de Vision 2030 est de créer suffisamment d'emplois pour sa propre population. J'ai fait ma thèse sur l'Arabie saoudite dans les années 1990 et j'étais bien loin d'imaginer les réformes sociales et la vitesse à laquelle elles se sont produites, sans parler de l'adhésion de la jeunesse au processus réformateur et du développement de nouveaux secteurs tels que le tourisme. Il s'agit toutefois d'emplois relativement mal rémunérés et, si l'on considère l'essor de la technologie, le défi est non seulement de créer des emplois, mais aussi de développer les compétences nécessaires pour être compétitif sur ce front. Nous échangeons beaucoup avec les entreprises qui viennent en Arabie saoudite en vue d'y investir, mais un facteur déterminant pour la création d'emplois sera la productivité et le coût de la main-d'œuvre. Le principal défi ici sera de rivaliser avec des régions comme l'Asie qui jouit de réels atouts : meilleur niveau d'éducation, coût de la main-d'œuvre plus faible et productivité plus élevée. Quant au rôle du secteur privé, traditionnellement constitué d'entreprises familiales, l'Arabie saoudite a vu l'État, et notamment des entités comme le PIF, prendre une part de plus en plus importante dans l'économie. Cela contribue également à créer un environnement dans lequel le secteur privé indépendant peut prospérer, ce qui est extrêmement important pour l'avenir. Nous avons parlé du prix d'équilibre budgétaire du pétrole et dans la mesure où les investissements étrangers n'ont pas atteint le niveau dont l'Arabie saoudite avait besoin, on peut voir l'État agir sur plusieurs fronts : le commerce, l'assouplissement des politiques, la transformation numérique, etc. Les IDE ont représenté 6 % du PIB, les IDE de type *greenfield* aux Émirats arabes unis se sont classés au deuxième rang mondial, derrière les États-Unis en termes absolus, c'est donc un pays où le secteur privé peut prospérer aux côtés des entités publiques, qui sont des moteurs essentiels. Dans le cas de l'Arabie saoudite, même si les IDE ont augmenté, ils ne représentent encore que 2,5 % du PIB, et à Oman, les IDE ont également augmenté en pourcentage du PIB. Comme vous le voyez, de nombreux défis se profilent à l'horizon, avec l'arrivée d'une jeunesse de plus en plus nombreuse sur le marché du travail, et je pense que le plus grand défi est de leur fournir un emploi pour la rendre heureuse.

Sur le plan de la transition énergétique, si vous parlez aux différents membres du CCG, les Émirats arabes unis estiment que la transition interviendra plus tôt, en 2030, tandis que l'Arabie saoudite pense qu'elle sera plus tardive. Je pense pour ma part que beaucoup de pays du CCG seront le dernier bastion sur le front du pétrole, du fait des faibles coûts d'extraction et de production. Cependant, les rentes provenant du pétrole continueront à baisser à mesure que la population augmentera et que le pétrole se verra remplacer par des sources d'énergie comme l'hydrogène, sachant notamment que la Chine investit massivement dans les énergies renouvelables. Selon certaines projections, les importations de pétrole chinoises pourraient atteindre leur plus haut niveau cette année, puis commencer à baisser à



partir de 2030. On peut donc voir à quelle vitesse les choses évoluent. Je pense que les capacités d'investissement diffèrent selon les pays : les Émirats arabes unis investissent davantage dans les infrastructures ou encore le tourisme, ils y consacrent plus de ressources. À Abou Dabi, 40 % de la production d'électricité provient de l'énergie nucléaire et des énergies propres. Oman investit beaucoup dans l'hydrogène et le gaz verts, et le Qatar investit dans le captage des gaz. Cependant, l'Arabie saoudite va devoir relever un défi majeur : répondre à sa propre demande d'électricité et être en mesure d'exporter de l'énergie verte tout en disposant de la rente nécessaire pour subvenir aux besoins de la population.

**Adil Alzarooni, directeur général Al Zarooni Emirates Investments et de Al Bidayer Holding, fondateur de Citizens School**

Merci, Monica, c'était très intéressant.